



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CHS Novillars

Besançon, le 4 juin 2023

Le 6 juin et après : notre colère est profonde et ne va pas retomber de sitôt !

Samedi 3 juin, les visiteurs de Disneyland Paris ont eu la surprise de voir défiler, en guise de parade, un millier de salariés en colère. Depuis plusieurs semaines, à l'initiative d'un mouvement anti-inflation, des mobilisations sont organisées pour revendiquer une augmentation de salaire de 200 euros net pour tous, pour faire face à la hausse des prix. Les grévistes ont voté la poursuite de leur mouvement tous les mardis. Dans l'entreprise de vente à distance de produits pour les jeunes enfants Verbaudet, après deux mois et demi d'un conflit très dur, les grévistes s'apprentent à reprendre le travail la tête haute, après avoir arraché une hausse des salaires de 90 euros net mensuels. Dans bien des entreprises, patrons et gouvernement n'en ont pas fini avec la colère de notre camp social. Et le 6 juin, nous serons encore nombreuses et nombreux dans la rue, pour affirmer tous ensemble que la retraite à 64 ans, c'est toujours non !

La vraie démocratie, c'est celle de nos mobilisations

Cela a été dit et redit depuis des mois : le monde du travail dans son ensemble rejette cette réforme des retraites. Les manifestations massives, même dans les villes les plus petites, ont exprimé ce refus unanime. Mais le gouvernement n'en a cure, exclusivement préoccupé de la notation de la France par les agences de notation financière, qui dépend de sa capacité à mater nos luttes sociales !

Sa belle démocratie consiste à ne pas tenir compte de notre avis et à ne nous laisser aucun moyen institutionnel de contester ses décisions. Après le faux suspense de la décision du Conseil constitutionnel le mois dernier, l'issue aurait-elle pu être trouvée cette semaine, avec la proposition de loi du groupe Liot ? Dans la Constitution, tout est prévu pour que ces tentatives soient des impasses. Après avoir usé et abusé de l'article 49.3, voilà que le gouvernement déniche un article 40 de la Constitution, qui bloquerait tout retour sur l'âge de départ en retraite, sous des prétextes d'équilibre des dépenses publiques... Autant dire que les députés ne sont pas près de voter sur cette réforme des retraites ! Quant au référendum d'initiative partagée, avec lequel on nous a amusés un moment, selon les spécialistes du droit constitutionnel, il est prévu pour ne jamais être utilisé. Depuis qu'il a été institué en 2008, aucune tentative n'a jamais abouti.

Seules les luttes sociales nous permettront de nous faire entendre, et c'est leur poursuite que craint le gouvernement.

Contre Macron, président des riches, la lutte continue

Pour tenter de tourner la page de ces luttes collectives, le gouvernement fait feu de tout bois et fait chorus avec les discours de l'extrême droite : loi Immigration de Darmanin, opération Wuambushu et ses destructions de bidonvilles à Mayotte, sortie d'Attal sur la fraude sociale pour désigner les plus pauvres comme boucs-émissaires, reprise par Le Maire avec une bonne pincée de xénophobie, attaques contre les allocataires du RSA... Dans l'infamie, rien ne les arrête, surtout quand il s'agit de s'attaquer aux plus pauvres.

Mais ils ne peuvent faire oublier la détestation dont ils font l'objet, Macron comme l'ensemble de son gouvernement. Détestation à cause de ce refus de nous entendre, dans un contexte de dégradation de nos conditions de vie et de travail. Dans notre vie quotidienne, tout nous rappelle la violence de leur politique, au service des plus riches. Notre pouvoir d'achat diminue face à des prix qui augmentent sans cesse pour faire gonfler les profits des géants de la grande distribution, de l'énergie, ou d'autres secteurs capitalistes. Ces profits sont bien mis à l'abri grâce à la fraude fiscale, coûtant au bas mot 80 à 100 milliards d'euros par an à l'État, que le gouvernement se garde bien de sanctionner.

Alors soyons nombreux et nombreuses en grève et dans la rue mardi 6 juin. Pour défendre nos retraites, nos salaires et nos conditions de vie et de travail, le combat continue !

À Besançon, la manifestation est à 14 heures place Battant

Assemblée avec la direction

Le directeur et le président de la CME proposent aux agents une assemblée générale le 20 juin afin, nous dit-on, de nous expliquer quel va être l'avenir du CHN dans les quatre années à venir.

À partir de septembre, il manquera 30 équivalents temps plein d'IDE ; la direction envisage de réduire le nombre d'unités de patients au long cours ; L'ARS a demandé à l'hôpital de nouvelles restrictions budgétaires.

On n'apprendra évidemment rien à cette réunion, les problèmes sont dans la réalité et ce ne sont pas quelques paroles qui y changeront quoi que ce soit. Ça fait longtemps qu'on ne croit plus au père Noël !

Des larmes de crocodile

Le gouvernement a versé une petite larme pour l'infirmière qui a été poignardée à l'hôpital de Reims. Sur les plateaux télé, l'éternelle question de « que fait la psychiatrie » n'a pas manqué d'être posée. Nous savons tous que nous ne travaillons pas avec des boules de cristal et que ce genre d'acte n'est malheureusement pas prévisible. Mais surtout, la psychiatrie, parente pauvre de la médecine, a subi les attaques des gouvernements successifs qui ont fermé des lits par centaines, réduit l'offre de soin à peau de chagrin. Ce n'est pas, comme le propose démagogiquement le ministre, de mettre des vigiles dans chaque couloir qui va changer les choses ! Et que ces mêmes gens font mine aujourd'hui d'être outrés, cela donne envie de vomir.

Un bel été pour lui

Ce sont les mots du directeur dans son dernier éditorial. Il nous souhaite un bel été à tous. Lorsque l'on sait que les tensions dans l'hôpital sont à son comble et que des agents vont devoir venir travailler dans des unités qu'ils ne connaissent pas pour renforcer les équipes de l'intra, cet été risque de ne pas être très cool pour tout le monde. Lui au moins, soyons-en sûrs, il passera « un bel été ».

Tout va pour le mieux...

Le directeur nous demande de favoriser l'expression des usagers dans l'établissement. Il nous parle des lois de 2009 et 2016 qui ont « modernisé » le système de santé (ah bon ?) et de la représentativité des représentants des usagers dans les instances. On a l'impression en lisant ces quelques lignes que l'on ne vit pas dans le même monde. Nous, celui que l'on connaît et plutôt en crise, avec une nette dégradation des conditions de travail, une perte de sens dans le boulot, des lits qui sont fermés et une prise en charge très dégradée des patients. On ne parle même pas des

patients au long cours qui vont devoir, si une unité ferme, se réapproprier de nouveaux espaces et de nouveaux soignants... ce qui ne se fera pas sans de nouvelles souffrances. Le directeur est-il complètement déconnecté, ou alors victime de substances psychotropes ?

Il faut du personnel et des lits

Actualité oblige, la direction s'est senti obligée de faire un petit article sur la violence à l'hôpital. Elle nous explique qu'il y a des protocoles, des formations, des PTI... Oui mais voilà, ce qui manque, c'est du personnel. Dans les pavillons d'admissions, la charge de travail est telle qu'il est difficile d'accorder du temps aux patients lorsqu'ils sont en état de crise et qu'immanquablement cela conduit à des passages à l'acte. Dans les UP, les patients s'entassent en attendant que des lits soient disponibles. Pour tenter d'éviter ce genre de situation, il faut du personnel, du sens au travail des temps d'analyse, de la clinique... Tout ce qui manque de plus en plus dans les unités.

Les usagers, parlons-en

Le manque de personnel dans les unités et l'augmentation de la charge de travail pour les agents qui restent a fortement diminué les temps de détente des patients. Moins de séjours thérapeutiques, moins de sorties des unités. Nous revenons petit à petit à l'enfermement des patients. Le travail en psychiatrie perd de plus en plus de sens. Les temps d'échanges et de clinique sont réduits à peau de chagrin... Pas étonnant s'il y a de moins en moins de volontaires pour venir travailler à l'hôpital dans ces conditions.

Faites péter le champagne !

Le 23 juin, une journée de discussion est organisée sur la psychose. À l'origine, le repas préparé par les cuisines (un grand merci à eux) devait être payant. Mais, dans sa grande générosité, l'ARS a décidé de l'offrir aux participants. Il faut dire qu'avec 950 000 euros d'économie sur le CHS les caisses sont pleines.

À ce prix-là, elle peut même offrir le caviar, le homard et les truffes !

La douche ou la voiture ?

Au Colombier, nous avons hérité d'une belle voiture électrique. Oui mais voilà, lorsque qu'on la branche pour la recharger, le compteur disjoncte. Le système électrique n'est pas assez puissant pour supporter trois chauffe-eau, le reste des appareils et la voiture. Ce problème existe depuis plusieurs mois et la direction ne fait rien.

S'il faut pédaler pour recharger les batteries, autant prendre un vélo !